

La panique boursière mondiale persiste toujours

Le chaos qui plane depuis une semaine sur les grandes places boursières du monde perdure toujours, entraînant l'effondrement des cours du baril de pétrole. L'Algérie est-elle épargnée par ce chaos ? La réponse est loin d'être évidente.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les principales places boursières du monde viennent de vivre une semaine noire. De véritables krachs ont eu lieu, avec des effondrements des indices boursiers de l'ordre de 10 à 20% et plus. Un chaos qui perdure malgré toutes les interventions de plus en plus accélérées des autorités monétaires et politiques des Etats-Unis, d'Europe et du Japon. Et des interventions frisant parfois le retour au dirigisme d'Etat. Notamment l'adoption de plans d'assainissement et de financement bancaire ou des nationalisations partielles de banques et établissements financiers, injection de liquidités et baisse des taux d'intérêts...

La réunion du G7, un coup d'épée dans l'eau !

Dernière intervention, la réunion vendredi passé à Washington des ministres des Finances et banquiers centraux du groupe des pays les plus industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni). Lors de cette réunion, ces autorités se sont engagées à prendre les mesures nécessaires pour restaurer la liquidité sur les marchés. Il s'agit de débloquent le crédit, éviter la faillite de toute banque importante, permettre aux banques de lever des capitaux, protéger les dépôts bancaires et relancer le marché des crédits immobiliers. Des engagements encore peu ressentis concrètement sur le terrain, cette réunion semblant un coup d'épée dans l'eau, des divergences d'approche existant entre les pays concernés. Mais aussi le fait que la panique, le manque de confiance et d'anticipation et les rumeurs perturbent encore les transactions boursières, des établissements tombent en faillite aux Etats-Unis, et le manque de liquidités bancaires et le tarissement des prêts interbancaires persistent. Mais aussi la crainte de plus en plus exacerbée d'une récession économique généralisée et prolongée aux Etats-Unis et en Europe, la crainte des épargnants quant à leurs dépôts bancaires.

De la réunion du G7 à celle du G20

Hier, le président américain George W. Bush, les grands argen-

tiers du G7, le président de la Banque mondiale et le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), réunis, ont convenu d'apporter «une réponse sérieuse à l'échelle mondiale» pour combattre la crise historique qui menace le système financier international. Une situation qui ne risque pas de changer même avec la réunion aujourd'hui en fin de journée à Paris des chefs d'Etat et de gouvernement des 15 pays de l'Eurogroupe et des dirigeants de la Banque centrale européenne. Egalement, le Comité monétaire et financier international du FMI était appelé hier à se réunir dans la capitale américaine à l'occasion de l'assemblée d'automne de l'institution financière internationale. Et en fin d'après-midi, les pays industrialisés et émergents, réunis au sein du G20, se retrouvaient également pour convoquer la crise qui, après avoir essentiellement touché les pays riches, risque maintenant de s'étendre.

Le pessimisme boursier persiste

A Tokyo, les analystes restaient pessimistes vendredi soir. Après une chute de 9,62%, son pire recul en une séance depuis le «lundi noir» d'octobre 1987, ils voient même le Nikkei plonger sous les 8 000 points. La Bourse de Tokyo était fermée lundi, jour férié au Japon. De même la morosité est de mise à Paris, après une semaine durant laquelle le CAC 40 a poursuivi son plongeon, chutant de 7,73% vendredi pour conclure la pire semaine de son histoire et revenir au plus bas depuis cinq ans. Première à fonctionner depuis ce sommet du G7, la Bourse saoudienne a ouvert sa semaine en baisse de 7% samedi, plongeant sous les 6 000 points.

Le pétrole plonge à moins de 80 dollars

Une situation chaotique entraînant l'effondrement des cours du baril de pétrole, passant sous les 80 dollars, à 77, 70 dollars à New York et les 75 dollars à Londres. Dans le contexte de perspectives de demande énergétique se racornissant à vue d'œil. Par rapport à ses records historiques du 11 juillet, à plus de 147 dollars, le pétrole a abandonné près de la moitié de sa valeur. Or, le pétrole constitue la principale source

des revenus extérieurs de l'Algérie. L'Algérie est-elle épargnée par ce chaos boursier ?

A l'abri pendant quelque temps, mais...

Oui et non, quoique la réponse ne soit pas aussi évidente. Non, si le pétrole devait continuer sa chute sous la barre des 80 dollars le baril. Cela même si grâce à l'envolée, durant les deux semestres écoulés, des cours de l'or noir, notre pays pourra engranger des recettes de l'ordre de 80 milliards de dollars en 2008, selon les assurances du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil.

Oui, car notre pays dispose d'un matelas financier assez important, près de 140 milliards de dollars de réserves de changes gérées par la Banque d'Algérie. Celle-ci plaçant ces avoirs dans des actifs souverains garantis par les Etats. Des réserves qui garantissent à notre pays quelque cinq années d'importation.

En outre, le Fonds de régulation des recettes (qui compte la différence entre les recettes budgétisées sur la base d'un baril à 37 dollars et celles accumulées sur la base du prix courant du baril (80, 100 ou 147 dollars) permettrait de financer amplement les déficits du Trésor et, par-delà, financer la réalisation du programme quinquennal de développement, tant l'actuel (2005-2009) que le prochain (2010-2014).

En d'autres termes, l'Algérie est assurée d'être à l'abri pendant quelques années, le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, s'en étant fait récemment le chantre. Voire le fait que notre système bancaire, disposant de surliquidités importantes (plus de 10 milliards de dollars), ne place pas ses avoirs à l'extérieur et reste déconnecté des places boursières.

En dépit de l'existence d'un marché informel de la devise à Alger où le dollar a augmenté par rapport à l'euro, reflétant quelque peu par rapport au dinar. Comme l'est aussi déconnectée notre Bourse d'Alger exsangue en titres et encore en quête d'une thérapie de choc pour sortir de sa léthargie.

Mais notre pays en pâtira à moyen terme

Toutefois, notre pays pâtira à moyen terme des conséquences de cette crise financière, notamment en pertes de recettes extérieures. Avec une demande de moins en moins importante en énergie, l'Algérie pei-

nera à commercialiser son brut. Et nonobstant les décisions que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a prises ou prendra pour réguler le marché. Notre pays aura donc moins de recettes, ce qui constitue une évidence que le ministre des Finances, Karim Djoudi, n'a pas manqué de relever, telle une lapalissade.

Mais notre pays risque de perdre aussi une bonne partie de ses réserves de changes qui sont placées aux Etats-Unis si les bons du Trésor américain et d'autres valeurs bancaires subissent la banqueroute.

Et cela en dépit des assurances réitérées du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, sur le choix judicieux des placements effectués et sur leurs rendements de l'ordre de 4,62%. Outre le fait que la panique mondiale pourrait atteindre les épargnants algériens qui seraient tentés de retirer leurs avoirs des banques nationales même si celles-ci sont encore sûres. Une saignée éventuelle qui aurait pour conséquence une déstabilisation accrue de notre économie, très en retard.

L'importation, une épée de Damoclès

Voire, que l'inflation déjà importante dans le monde s'aggrave davantage dans notre pays, malgré la politique monétaire développée par la Banque d'Algérie et des assurances du Fonds monétaire international quant à sa baisse à moins de 3% d'ici 2013. Mais aussi le fait que notre pays, grand importateur, avec 34 milliards de dollars d'achats à l'extérieur dont 6 milliards de dollars pour le blé, ne puisse trouver réponse à ses besoins, dans ce contexte d'inflation mondiale galopante et de déclin économique.

Voire aussi que notre pays ne puisse attirer l'investissement direct étranger, un IDE qu'il soit considéré comme la panacée ou comme un appoint mais qui se fait toujours désirer.

Quoique la capacité d'absorption sur le terrain de l'investissement, qu'il soit national ou étranger, reste sujette à caution. Un désintérêt motivé par la méfiance qui marque les grands opérateurs mondiaux contraints à des attitudes davantage protectionnistes.

En somme, l'Algérie reste à l'abri de la crise mondiale, pour un certain temps mais rien n'est moins sûr.

C. B.

KARIM DJOUDI À WASHINGTON :

«L'impact de la crise sera limité sur l'Algérie»

L'impact de la crise financière actuelle qui affecte les pays développés sera «limité sur des économies comme celle de l'Algérie». C'est ce que le ministre des Finances, Karim Djoudi, a souligné hier à Washington, lors des assemblées annuelles du groupe de la Banque mondiale et du FMI.

«Conjugée à la poursuite des réformes engagées et à la gestion financière prudente observée jusque-là, l'économie algérienne est dans une position qui la met à court terme à l'abri de ces turbulences», a expliqué M. Djoudi.

Dans son intervention en présence des dirigeants du FMI et de la BM, le ministre des Finances a mis l'accent sur les retombées de la crise financière conjuguées aux tensions sur les produits alimentaires, sur les pays à faibles revenus qui subissent des chocs sur leur balance de paiement et leur budget. Karim Djoudi a ainsi insisté sur la nécessité d'ouvrir à mettre en place un nouveau système monétaire et financier international à la lumière de ces événements, estimant que la BM et le FMI devraient adapter leur organisation, leurs procédures et leurs moyens pour leur permettre plus d'anticipation et de se mettre en position pour aider efficacement les pays à accroître leur capacité de résistance à ces crises et donc repenser leur approche en matière de réforme financière.

C. B. / APS

MARCHÉ INFORMEL DE PORT-SAÏD

Légère baisse de l'euro et augmentation du dollar

«Effectivement, les cours de l'euro ont baissé par rapport à la monnaie nationale mais de quelques dizaines de dinars seulement», nous répond Madjid. Adossé au rideau baissé du café La Glacière, un paquet de dollars dans les mains, ce jeune homme, à l'accent jijelien prononcé, rencontré hier au square Port-Saïd à Alger, scrute les passants à l'affût de clients potentiels.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Comme Madjid, ils sont plusieurs dizaines de jeunes et moins jeunes à épier à longueur de journée l'ex-square Bresson, ses rues et ruelles adjacentes.

Jonglant tels des prestidigitateurs avec des liasses de billets de banque, ces «courtiers» proposent à la vente les principales devises étrangères. Mais ils sont prêts aussi à vous acheter des euros, des dollars et autres devises fortes. Ces animateurs de la bour-

se informelle d'Alger sont postés partout, sous les arcades, attablés à l'une des nombreuses terrasses de café, à l'intérieur d'une voiture ou carrément sur la chaussée et proposent, sans le moindre scrupule, leurs services aux piétons et aux automobilistes, au vu et au su des autorités.

L'effervescence qui règne quotidiennement dans ce haut lieu de la finance informelle algéroise contraste avec la moribonde Bourse officielle d'Alger, place

Maurétania. Deux places et deux ambiances totalement différentes et surtout indifférentes aux bouleversements financiers mondiaux. La crise financière mondiale ne semble pas inquiéter Madjid ou plutôt ses employeurs. «Les affaires marchent relativement bien mais nous avons constaté une légère baisse de la demande en devises», confie-t-il. Un constat qu'il partage avec Aïssa, un autre courtier posté au coin d'une rue à quelques mètres du Palais de justice. Hier encore, la monnaie européenne était proposée à 117,5 DA à la vente pour un euro et 116 DA à l'achat.

Le billet vert, lui, est échangé contre 84,5 DA à la vente et entre 82 et 83,5 DA à l'achat pour un dol-

lar. La livre sterling est cédée à 14 850 dinars les cent unités à la vente et 14 600 DA à l'achat. Si la monnaie unique a perdu un peu de sa valeur par rapport au dinar, elle était cédée à 119,5 DA en août dernier, le dollar américain a, quant à lui, gagné en valeur.

Puisqu'il s'échangeait contre 78 DA il y a deux mois, contre 83,5 DA actuellement. Le taux de change officiel à la vente affiche lui, 63,19 DA pour un dollar et 92, 73 DA pour un euro.

Mais ni Madjid, encore moins Aïssa n'ont été capables d'expliquer les raisons de ces légères fluctuations des cours des principales devises étrangères sur le marché informel local. Ils sont néanmoins sûrs que «l'euro perdra

un peu de sa valeur dans les prochains jours». Pour ces deux courtiers comme pour les autres d'ailleurs, l'essentiel est de rapporter un maximum de bénéfices au patron et bénéficier ainsi d'une ristourne conséquente. Ils comptent parmi leurs clients de simples citoyens soumis à une allocation devise annuelle plafonnée à l'équivalent de 15 000 DA, des hommes d'affaires ainsi que des hauts responsables de l'Etat.

Il est, en effet, de notoriété publique que des sommes énormes en monnaie étrangère sont échangées chaque jour au niveau de la bourse informelle du square Port-Saïd. Une alternative officielle et légale étant inexistante.

L. M.